

ORDRE DU JOUR

- 016/2020** - Adoption du règlement intérieur du Conseil municipal
- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 25 mai 2020
- 017/2020** - Fixation des indemnités de fonction
- 018/2020** - Majoration des indemnités de fonction
- 019/2020** - Frais de représentation du Maire
- 020/2020** - Formation des élus
- 021/2020** - Constitution des commissions municipales
- 022/2020** - Constitution de la commission d'appel d'offre (CAO)
- 023/2020** - Commission communale des impôts directs
- 024/2020** - Détermination du nombre des membres du Conseil municipal au Conseil d'administration du Centre communal d'action sociale (CCAS)
- 025/2020** - Election des représentants du Conseil municipal au Conseil d'administration du CCAS
- 026/2020** - Désignation des représentants de la commune au sein du syndicat départemental Eau47
- 027/2020** - Désignation des représentants de la commune au sein du SIVU chenil fourrière de Lot-et-Garonne
- 028/2020** - Désignation des représentants de la commune au sein du conseil d'administration du collège Jean Rostand de Casteljalous
- 029/2020** - Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du syndicat départemental Territoire d'énergie Lot-et-Garonne
- 030/2020** - Adoption du projet global visant la réalisation de la convention territoriale globale
- 031/2020** - Renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux du casino
- 032/2020** - Décisions prises par délégation du Conseil municipal

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 08 JUIN 2020

Le huit juin deux mille vingt, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 29 mai 2020, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, Mme SAUX, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme ESQUERRA, M. PICHON, Mme MOURILLON LEGLISE, M. GARDAIX, M. LAJUS.

Absent ayant donné pouvoir : M. PAGA a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS

Secrétaire de séance : M. DUCASSE.

Madame le Maire ouvre la séance en procédant à l'appel.

Monsieur Paga a donné procuration à madame Da Costa Freitas.

Madame le Maire propose le huis clos en raison de la crise sanitaire. Le huis clos est accepté à l'unanimité, ainsi que la retransmission des débats en direct sur internet pour assurer la publicité de la séance.

Objet : 016/2020 - Adoption du règlement intérieur du Conseil municipal

Madame le Maire présente le projet de règlement intérieur suivant :

Conformément à l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante établit son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

Madame le Maire vous propose d'adopter le projet de règlement suivant :

Article 1^{er} : Réunions du Conseil municipal

Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Le Maire peut réunir le Conseil aussi souvent que les affaires l'exigent. Le Maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du Conseil municipal.

Articles 2 : Régime des convocations des Conseillers municipaux

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée aux membres du conseil par écrit et à domicile cinq jours francs au moins avant celui de la réunion et par voie numérique. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil municipal. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 : L'ordre du jour

Le Maire fixe l'ordre du jour. Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du Conseil, le Maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 4 : Les droits des élus locaux : l'accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat et de marché.

Tout membre du Conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération. Durant les 6 jours précédant la réunion et le jour de la réunion, les membres du Conseil peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Maire. Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des membres du Conseil dans les services communaux compétents, 6 jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération. Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, en séance, à la disposition des membres du Conseil.

Article 5 : Le droit d'expression des élus

Les membres du Conseil peuvent exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Le texte des questions est adressé au Maire 48 heures au moins avant une réunion du Conseil et fait l'objet d'un accusé de réception. Lors de cette séance, le Maire répond aux questions posées oralement par les membres du Conseil. Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées à la réunion ultérieure la plus proche. Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une réunion du Conseil spécialement organisée à cet effet. Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et concernant l'activité de la commune et de ses services.

Article 6 : Informations complémentaires demandées à l'administration de la commune

Toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre du Conseil auprès de l'administration de la commune, devra être adressée au Maire. Les informations demandées seront communiquées dans la quinzaine suivant la demande. Toutefois, dans le cas où l'administration communale nécessite un délai supplémentaire pour répondre à la demande, le Conseiller municipal concerné en sera informé dans les meilleurs délais.

Article 7 : La commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres est constituée par le Maire ou son représentant, et par cinq membres du conseil élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions des articles L 1414-1 et L 1414-1 à 4 du CGCT.

Article 8 : Les commissions consultatives

Le Maire préside les commissions. Il peut déléguer à cet effet un adjoint au Maire. Si nécessaire, le Conseil peut décider de créer une commission spéciale en vue d'examiner une question particulière. Le responsable administratif de la commune ou son représentant assiste de plein droit aux séances des commissions. Il assure le secrétariat des séances.

Article 9 : Rôle du Maire, président de séance

Le Maire, et à défaut celui qui le remplace, préside le Conseil municipal. Toutefois, la réunion au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil municipal. Le Maire vérifie le quorum et la validité

des pouvoirs, ouvre la réunion, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le ou les secrétaires les preuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

Article 10 : Le quorum

Le Conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance. Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance. Au cas où des membres du Conseil municipal se retireraient en cours de réunion, le quorum serait vérifié avant la mise en délibéré des questions suivantes. Les procurations n'entrent pas dans le calcul du quorum. Si, après une première convocation régulière, le Conseil municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Maire adresse aux membres du Conseil une seconde convocation. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le Conseil pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 11 : Les procurations de vote

En l'absence du Conseiller municipal, celui-ci peut donner à un autre membre du Conseil municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Celui-ci est toujours révocable. Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au Maire au début de la réunion.

Article 12 : Secrétariat des réunions du Conseil municipal

Au début de chaque réunion, le Conseil nomme un ou plusieurs secrétaires. Le secrétaire assiste le Maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, les opérations de vote et le dépouillement des scrutins.

Article 13 : Communication locale

Les réunions peuvent faire l'objet d'un compte rendu dans la presse et être retransmises par tout moyen de communication audiovisuelle. Pour le reste, les dispositions du code général des collectivités territoriales s'appliquent.

Article 14 : Présence du public

Les réunions du Conseil municipal sont publiques. Des emplacements, en nombre suffisant, sont prévus dans la salle des délibérations pour permettre l'accueil du public.

Article 15 : Réunion à huis clos

A la demande du Maire ou de trois membres du Conseil, le Conseil municipal peut décider, sans débat, d'une réunion à huis clos. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 16 : Police des réunions

Le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser tout individu qui trouble l'ordre. Les conseillers qui ne respecteraient pas ce règlement après deux sommations du Maire pourraient être expulsés. Les téléphones portables devront être placés en mode silence.

Article 17 : Règles concernant le déroulement des réunions

Le Maire appelle les questions à l'ordre du jour dans leur ordre d'inscription. Le Maire peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération. Un membre du Conseil peut également demander cette modification. Le Conseil accepte ou non, à la majorité absolue, ce type de propositions. Chaque point est résumé oralement par le Maire ou par un rapporteur désigné par le Maire.

Article 18 : Débats ordinaires

Le Maire donne la parole aux membres du Conseil qui la demandent. Il détermine l'ordre des intervenants en tenant compte de l'ordre dans lequel se manifestent les demandes de prises de parole. Chaque participant respecte l'ordre de parole établi sans interrompre la personne qui parle. Cette faculté d'interruption de parole appartient au Maire et à lui seul. Les auteurs d'invectives ou gestes portant atteinte à la dignité seront expulsés.

Article 19 : Débat d'orientation budgétaire (DOB) : information des élus

Le débat a lieu dans un délai de deux mois avant l'examen du budget. 5 jours au moins avant la réunion, les documents sur la situation financière de la commune, des éléments d'analyse (*charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ratios établis par les services communaux, etc.*) sont à la disposition des membres du Conseil. Ces éléments peuvent être consultés sur simple demande auprès du Maire. D'autre part une note de synthèse de cadrage est jointe à la convocation du Conseil municipal pour la séance du DOB. Cette note de synthèse comporte les informations suffisantes sur la préparation du budget communal.

Article 20 : Suspension de séance

Le Maire prononce les suspensions de séances. Le Conseil peut se prononcer sur une suspension lorsqu'une majorité de membres la demandent.

Article 21 : Vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés. En cas de partage, la voix du Maire est prépondérante (*sauf pour les votes à bulletin secret*). En cas d'élection, le vote a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative des suffrages exprimés, si un troisième tour de vote est nécessaire. A égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé des candidats. En dehors du scrutin secret, le mode habituel est le vote à main levée. Le vote secret est appliqué à la demande du tiers des membres de l'assemblée municipale.

Article 22 : Procès-verbal

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption dans le registre réservé à cet effet. Les délibérations à caractère réglementaire sont publiées dans un recueil des actes administratifs.

Article 23 : Désignation des délégués

Le Conseil désigne ses membres ou ses délégués au sein d'organismes extérieurs selon les dispositions du code général des collectivités territoriales régissant ces organismes. Le remplacement de ces délégués peut être fait dans les mêmes conditions que leur nomination.

Article 24 : Bulletin d'information générale

a) Principe

L'article L 2121-27-1 du CGCT) dispose : « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur. » Ainsi le bulletin d'information comprendra un espace réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité

b) Modalité pratique

Le Maire ou la personne désignée par lui se charge de prévenir le ou les groupes représentés au sein du Conseil municipal au moins 5 jours avant la date limite de dépôt en mairie des textes et photos prévus pour le journal municipal.

c) Responsabilité

Le Maire est le directeur de la publication. La règle qui fait du directeur de publication l'auteur principal du délit commis par voie de presse est impérative. Elle signifie que le responsable de la publication a un devoir absolu de contrôle et de vérification. Par conséquent, le Maire, directeur de la publication, se réserve le droit, le cas échéant, lorsque le texte proposé par le ou les groupes d'opposition, est susceptible de comporter des allégations à caractère injurieux ou diffamatoire, d'en refuser la publication. Dans ce cas, le groupe en sera immédiatement avisé.

Article 25 : Modification du règlement intérieur

La majorité absolue des membres du Conseil peut proposer des modifications au présent règlement. Dans ce cas, le Conseil municipal en délibère dans les conditions habituelles.

Article 26 : Autre

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du code général des collectivités territoriales. Le présent règlement intérieur a été adopté par le Conseil municipal de la commune de Casteljaloux, le 08 juin 2020.

Monsieur Pichon déclare que lui et ses colistiers voteront contre le règlement en raison des articles 5, 16 et 18, dans lesquels il voit un musellement de la voix de l'opposition et une manœuvre anti-démocratique. Il considère que s'il est obligé de communiquer ses questions 48 heures avant la séance du Conseil municipal, la réciproque devrait s'appliquer. Il ne voit également aucune raison d'être expulsé si aucun manque de respect n'est constaté. Il ne souhaite pas être mis dehors s'il n'est pas d'accord avec madame le Maire. En ce qui concerne les téléphones, il souhaite que le règlement soit rectifié. Il ne veut pas que les téléphones soient éteints, pour être joignable en cas d'urgence, mais simplement placés en mode silence. Monsieur Pichon fait savoir que lui et ses colistiers ne voteront pas le règlement si ces points ne sont pas amendés.

Madame le Maire objecte que ce règlement n'est qu'une application du code général des collectivités territoriales et qu'il est voté dans chaque Conseil municipal. Il ne comporte rien de superfétatoire. La règle des questions transmises 48 heures avant la séance était déjà inscrite dans les précédents règlements et n'empêche pas de poser des questions directement en séance. Ensuite, elle déclare que si un Conseiller ou une personne du public trouble l'ordre public, il y a possibilité de l'expulser. En ce qui concerne les téléphones portables, elle explique que la demande de monsieur Pichon correspond à ce qu'elle a déclaré. En ce qui concerne le fait de pouvoir mettre monsieur Pichon dehors en cas de désaccord, elle précise que ce n'est pas ce que dit l'article du règlement incriminé. Les 27 Conseillers ont la faculté de s'exprimer,

mais dans le respect du débat démocratique. Dans ce cadre, il peut y avoir une limitation de la durée pour éviter toute cacophonie. Elle pense que monsieur Pichon fait une confusion dans son interprétation de l'article en cause. Elle propose enfin de modifier la phrase sur les téléphones portables en écrivant qu'ils devront être placés sur le mode silence.

Le règlement est soumis au vote et adopté à la majorité, avec un vote contre (monsieur Pichon).

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 25 mai 2020.

Monsieur Pichon demande un complément sur la page 50. Il demande que l'on précise que lui et ses colistiers seront vigilants quant à l'utilisation des deniers publics *et à l'égard des dossiers de Casteljaloux.*

Il est précisé qu'il y a une erreur sur le nom de madame Mourillon Léglise.

Ces deux corrections sont acceptées et le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Objet : 017/2020 - Fixation des indemnités de fonction

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Les Maires bénéficient à titre automatique, sans délibération, d'indemnités de fonction fixées selon le barème énoncé à l'article L 2123-23 du CGCT.

Conformément aux articles L.2123-20 et suivants du CGCT, il appartient au Conseil municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonction versées aux adjoints au Maire.

Ces indemnités sont déterminées en fonction de la population. Le taux est calculé en pourcentage de l'indice brut terminal de traitement de la fonction publique.

**Montants des indemnités de fonction brutes mensuelles des maires et adjoints
applicables depuis le 29 décembre 2019**

Population totale	Maires		Adjoints	
	Taux (en % de l'indice 1027)	Indemnité brute (montant en euros)	Taux maximal (en % de l'indice 1027)	Indemnité brute (montant en euros)
< 500	25.5	991.80	9.9	385.05
500 à 999	40.3	1 567.43	10.7	416.17
1 000 à 3 499	51.6	2 006.93	19.8	770.10
3 500 à 9 999	55	2 139.17	22	855.67
10 000 à 19 999	65	2 528.11	27.5	1 069.59
20 000 à 49 999	90	3 500.46	33	1 283.50
50 000 à 99 999	110	4 278.34	44	1 711.34
100 000 et plus (y compris Marseille et Lyon)	145	5 639.63	66	2 567.00
Arrondissements de Marseille et Lyon	72.5	2 819.82	34.5	1 341.84

Conseillers municipaux des communes de 100 000 habitants au moins :
233.36 €
(6 % de l'indice 1027)
Indice brut mensuel 1027 depuis le 1^{er} janvier 2019 : 3 889.40 €

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du CGCT,

Vu le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 25 mai constatant l'élection du Maire et de 8 adjoints au Maire,

Vu les arrêtés municipaux du 26 mai 2020 portant délégation de fonction aux adjoints,

Considérant que la commune compte 4 636 habitants,

Considérant que pour une commune de 4 636 habitants, le taux de l'indemnité de fonction de Maire est fixé de droit à 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant que pour une commune de 4 636 habitants, le taux de l'indemnité de fonction d'un adjoint (et d'un conseiller municipal titulaire d'une délégation de fonction) est fixé à 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant l'obligation de respecter l'enveloppe indemnitaire globale composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints en exercice,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints et des conseillers municipaux pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide et avec effet à la date de désignation du Maire et des adjoints, soit le 25 mai 2020 :

- de fixer le montant des indemnités de fonction des adjoints, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale, aux taux suivants :
 - 1^{er} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 2^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 3^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 4^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 5^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 6^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 7^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - 8^{ème} adjoint : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice,
- les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

**TABEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES DE FONCTION DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE ANNEXE A LA
DELIBERATION**

Indemnités du Maire :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Total mensuel brut en euros
Castillo Julie	55	2 139,17

Indemnités des adjoints :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Total mensuel brut en euros
1 ^{er} adjoint : DUCASSE Laurent	22	855,67
2 ^{ème} adjoint : GIRARD Jocelyne	22	855,67
3 ^{ème} adjoint : MARQUET Gilbert	22	855,67
4 ^{ème} adjoint : MONTIGNY-CAPES Carole	22	855,67
5 ^{ème} adjoint : DOUCET Pascal	22	855,67
6 ^{ème} adjoint : ARMELLINI Audrey	22	855,67
7 ^{ème} adjoint : LAFARGUE Patrick	22	855,67
8 ^{ème} adjoint : DA COSTA FREITA Valérie	22	855,67

Monsieur Pichon précise qu'il n'y a aucun problème concernant ces indemnités.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Objet : 018/2020 - Majoration des indemnités de fonction

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Les Maires bénéficient à titre automatique, sans délibération, d'indemnités de fonction fixées selon le barème énoncé à l'article L 2123-23 du CGCT. Les indemnités de fonction des adjoints sont votées par le Conseil municipal dans les limites prévues par la loi.

Toutefois, l'article 2123-22 du CGCT prévoit que les Conseils municipaux peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction dans les limites prévues par l'article L. 2123-23, par le I de l'article L. 2123-24 et par les I et III de l'article L. 2123-24-1. Sont concernées par ces majorations :

1° les communes chefs-lieux de département et d'arrondissement ainsi que les communes sièges du bureau centralisateur du canton ou qui avaient la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

2° les communes sinistrées ;

3° les communes classées stations de tourisme au sens de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre III du titre III du livre Ier du code du tourisme ;

4° les communes dont la population, depuis le dernier recensement, a augmenté à la suite de la mise en route de travaux publics d'intérêt national tels que les travaux d'électrification ;

5° les communes qui, au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, ont été attributaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue aux articles L. 2334-15 à L. 2334-18-4.

L'application de majorations aux indemnités de fonction fait l'objet d'un vote distinct. Le Conseil municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L. 2123-24. Dans un second temps, il se prononce sur les majorations prévues au premier alinéa du présent article, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe. Ces deux décisions peuvent intervenir au cours de la même séance.

Dans le cadre de ce rapport, madame le Maire propose de voter les majorations des indemnités de fonctions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du CGCT,

Vu le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 25 mai constatant l'élection du Maire et de 8 adjoints au Maire,

Vu les arrêtés municipaux du 26 mai 2020 portant délégation de fonctions aux adjoints,

Vu le vote des taux d'indemnités des adjoints,

Considérant que la commune est siège du bureau centralisateur du canton,

Considérant que la commune est classée station de tourisme au sens du code du tourisme,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide et avec effet à la date de désignation du Maire et des adjoints, soit le 25 mai 2020 :

- que la commune étant siège du bureau centralisateur du canton et classée station de tourisme, les indemnités réellement octroyées au Maire et aux adjoints sont majorées de 15 % et 50 %
- les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES DE FONCTION DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE ANNEXE A LA
DELIBERATION**

Indemnités du Maire :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Majorations	Total mensuel brut en euros
CASTILLO Julie	55	15 et 50 %	3 529,62

Indemnités des adjoints :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Majorations	Total mensuel brut en euros
1 ^{er} adjoint : Laurent DUCASSE	22	15 et 50 %	1 411,85
2 ^{ème} adjoint : Jocelyne GIRARD	22	15 et 50 %	1 411,85
3 ^{ème} adjoint : Gilbert MARQUET	22	15 et 50 %	1 411,85
4 ^{ème} adjoint : Carole MONTIGNY-CAPIES	22	15 et 50 %	1 411,85
5 ^{ème} adjoint : Pascal DOUCET	22	15 et 50 %	1 411,85
6 ^{ème} adjoint : Audrey ARMELLINI	22	15 et 50 %	1 411,85
7 ^{ème} adjoint : Patrick LAFARGUE	22	15 et 50 %	1 411,85
8 ^{ème} adjoint : Valérie DA COSTA FREITAS	22	15 et 50 %	1 411,85

Monsieur Pichon rappelle que le vote des majorations d'indemnités ne constitue pas une obligation. Au regard des finances catastrophiques de la commune, il se pose des questions. Par ailleurs, il évoque la traversée d'un épisode pénible avec la crise sanitaire. Il se demande s'il ne faudrait pas prendre exemple sur Lavardac où les élus ont versé un mois d'indemnités à un fonds de soutien aux commerçants et artisans.

Monsieur Lajus déclare qu'au regard de la pandémie qui a fragilisé la population, l'industrie, le tourisme, le commerce, l'artisanat, en considération de la baisse des recettes du casino et en tant que homme de gauche, il estime que les élus devraient se passer de ces majorations.

Madame le Maire répond qu'il s'agit de son avis et qu'elle le respecte. Elle revient à la remarque de monsieur Pichon sur la fragilité des finances communales. Elle demande à monsieur Pichon de développer sur les finances publiques communales. Après hésitation monsieur Pichon cite le chiffre de 5.6 millions d'euros de budget de fonctionnement. Madame le Maire rappelle que madame Bouey, responsable du Trésor public, n'est pas de l'avis de monsieur Pichon. Lorsqu'elle a présenté les comptes au Conseil municipal, elle considérait que la trésorerie était excellente, à 2 millions d'euros. En ce qui concerne la crise sanitaire et les commerçants, elle affirme qu'on ne peut se comparer à Lavardac. Elle demande à monsieur Pichon s'il connaît le nombre de commerçants et artisans à Casteljaloux.

Monsieur Pichon répond qu'il n'a pas les chiffres en direct. A l'image du devoir de mémoire, il considère qu'il y a un devoir moral à rejeter la majoration des indemnités.

Madame le Maire rappelle que la question des majorations a déjà été débattue. Son point de vue est connu et elle renvoie au procès-verbal du Conseil municipal de mars 2017. En ce qui concerne la morale, elle estime qu'elle n'est pas l'apanage d'une seule personne. Elle rappelle qu'il existe environ 120 commerçants et artisans à Casteljaloux. Reverser un mois d'indemnité en net avant même impôt ne représenterait que 100 euros environ par commerçant. Elle ajoute que dès le 16 mars 2020, toute l'équipe de la majorité était à pied d'œuvre sur le terrain et se préoccupait de la santé des habitants. Elle fait aussi part à l'assemblée du lancement d'une opération de communication en faveur des commerçants financée par la municipalité. Un journal local sera distribué gratuitement dans toutes les boîtes à lettres des Casteljalousains, pour la promotion du commerce de proximité de la commune. Elle déclare que la majorité municipale n'est pas favorable aux effets d'annonce, à la démagogie et au populisme. Des échanges ont lieu avec les commerçants et les artisans et un bilan sera dressé, car la municipalité agit, même si les actions économiques relèvent normalement de la communauté de communes. Elle fait ensuite référence à l'évocation par monsieur Lajus des pertes du casino en informant les Conseillers que le casino a rouvert et enregistre un fort succès, de sorte qu'il n'est à ce jour pas possible de connaître la baisse éventuelle des recettes.

Monsieur Remaut trouve quant à lui regrettable que l'on ne puisse majorer davantage les indemnités du Maire et des premiers adjoints, car la société évolue et l'on peut vite se retrouver condamné pour un simple chat écrasé dont on ne connaît le propriétaire. Il serait anormal qu'un Maire soit obligé de financer une assurance complémentaire juridique sur ses propres deniers.

Monsieur Pichon rétorque qu'il n'a pas évoqué la totalité des commerçants mais certains d'entre eux.

Madame le Maire demande comment juger ceux qui seront aidés ou pas. Elle reprend les propos de monsieur Lajus qui parlait d'autres personnes en souffrance, et pas seulement des commerçants. Elle rappelle que depuis le 16 mars 2020, toute l'équipe de la majorité est mobilisée. Les seniors ont été appelés toutes les semaines durant le confinement. Il y a eu aussi des initiatives privées. L'équipe de la majorité s'est occupée des plus fragilisés. En ce qui concerne les entreprises, une évaluation est en cours. Les quelques 90 associations de la commune ont aussi souffert et un bilan est également en cours.

Monsieur Lajus répond qu'il ne remet pas en cause ce qui a été fait, mais pense qu'une situation exceptionnelle appelle des réponses exceptionnelles. Les deux mois d'arrêt de l'activité du casino impacteront son chiffre d'affaires. Il considère que les entreprises et commerces ne produiront pas les mêmes recettes fiscales non plus et qu'il faut réaliser des économies.

Madame le Maire répond qu'il est trop tôt pour se prononcer au sujet du casino. Pour ce qui concerne les taxes des entreprises, ce n'est pas la commune qui les perçoit, mais la communauté de communes.

Madame Girard déclare que l'équipe de la majorité n'a pas besoin de faire des effets d'annonce dans la presse. Elle a mené beaucoup d'actions personnelles.

La délibération est soumise au vote et adoptée à la majorité, avec 4 votes contre (M Pichon, Mme Mourillon Léglise, M Gardaix, M Lajus).

Objet : 019/2020 - Frais de représentation du Maire

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

A l'occasion de ses fonctions et dans le cadre de l'intérêt de la collectivité, le Maire d'une commune est fréquemment conduit à faire des dépenses de représentation. Il peut s'agir de déjeuners ou de dîners de travail avec des

représentants de l'administration (préfets, sous-préfets, directeurs d'administration, etc.), ou de la République (parlementaires, conseillers régionaux, départementaux, maires, etc.). Pour pouvoir participer à la prise en charge partielle ou totale de certains de ces repas, dont le coût peut être élevé en raison du nombre de participants, madame le Maire propose de voter des frais de représentation pour madame le Maire. Ceci signifie qu'en cas de repas de travail, la commune pourra prendre en charge le montant du repas, sur présentation de justificatifs transmis à la direction générale des finances publiques.

Madame le Maire propose de prévoir à cet égard une enveloppe prévisionnelle maximale de 3 000 euros par an, étant entendu que cette enveloppe pourra ne pas être consommée. Elle permettra juste une prise en charge en cas de besoin.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2123-19,
Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjointes au cours de la réunion du 25 mai 2020,

Considérant que l'organe délibérant peut décider d'ouvrir des crédits pour assurer le remboursement de frais de représentation au Maire, ces frais correspondant aux dépenses engagées par le Maire et lui seul, à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la commune,

Considérant que les frais de représentation doivent faire l'objet d'un vote du Conseil municipal, ouvrant les crédits nécessaires sous la forme d'une enveloppe globale, dans la limite de laquelle le Maire pourra se faire rembourser ses frais de représentation sur présentation des justificatifs afférents,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'attribuer des frais de représentation à madame le Maire sous la forme d'une enveloppe maximum annuelle,
- de fixer le montant de cette enveloppe maximum annuelle à 3 000 euros,
- que les frais de représentation de madame le Maire lui seront remboursés dans la limite de cette enveloppe annuelle, sur présentation de justificatifs correspondants et sur présentation d'un état de frais,
- que cette enveloppe maximum annuelle sera inscrite au budget de la ville.

Monsieur Pichon s'étonne de ne pas voir notifiés les frais de déplacement.

Madame le Maire explique qu'en dehors de la circonscription, les frais sont pris en charge automatiquement, sinon, sur Casteljaloux, ils ne sont pas pris en charge.

Monsieur Pichon souhaite savoir s'il y a un véhicule de fonction, si madame le Maire doit se rendre par exemple à Agen.

Madame le Maire répond qu'il n'y a pas de véhicule de fonction, mais un véhicule de service, qui peut servir à se rendre à des réunions ou formations.

Monsieur Pichon déclare que si le Maire a des frais de bouche, il comprend qu'il y ait une prise en charge.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 020/2020 - Formation des élus

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

Madame le Maire rappelle que la formation des élus municipaux est organisée par le code général des collectivités territoriales (CGCT) et tout particulièrement par l'article L 2123-12.

Conformément à l'article L 2123-13 du CGCT, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Les organismes de formation doivent être agréés.

Madame le Maire propose d'inscrire une enveloppe de 3 500 euros chaque année pour le financement de cette formation. Ce montant pourra être réévalué en tant que de besoin.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L 2123-12 du CGCT et suivants,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'allouer, dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 3 500 euros. La prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- agrément des organismes de formation,
- liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses.

Monsieur Lajus explique que cette enveloppe pour 27 personnes, à 3 jours par an de formation par an, cela représente 43 euros par jour seulement.

Madame le Maire rappelle que tous les Conseillers ne partent pas en formation. Cette enveloppe n'a pas été consommée les années précédentes. En outre, elle peut être augmentée s'il le faut.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 021/2020 - Constitution des commissions municipales

Madame le Maire présente le rapport suivant :

L'article L.2121-22 du code général des collectivités territoriales permet au Conseil municipal de constituer des commissions chargées d'étudier des questions soumises à l'assemblée. Le Conseil fixe le nombre des commissions, le nombre de ses membres et leur dénomination.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, les commissions sont composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle.

Le Maire est président de droit. Au cours de leur première séance, les commissions doivent élire un vice-président qui peut les convoquer et présider si le Maire est absent ou empêché.

Madame le Maire propose la création de huit commissions comme suit :

- Commission finances, économie, commerce, artisanat, industrie et tourisme,
- Commission sports, loisirs et associations,
- Commission affaires sociales et seniors,
- Commission enfance et jeunesse,
- Commission culture et communication,
- Commission environnement, espaces verts et habitat,
- Commission travaux et urbanisme,
- Commission sécurité des biens et des personnes.

Madame le Maire propose de plafonner le nombre de membres des commissions à 8, non compris le Maire (soit 9 membres au total).

Monsieur Pichon relève la création d'une nouvelle commission, dédiée à la sécurité des biens et des personnes. Il souhaite en connaître les attributions.

Madame le Maire explique que cette commission aura en charge la sécurité des bâtiments, leur accessibilité, les actions partenariales avec la gendarmerie, le projet de campagne concernant la piscine municipale et la sécurité routière.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L.2121-22 du CGCT,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de fixer à huit le nombre de commissions municipales,
- de fixer le nombre de membres à 8 maximum, non compris le Maire,

Madame le Maire, après avoir interrogé les Conseillers municipaux, présente la composition des commissions suivantes :

- Commission finances, économie, commerce, artisanat, industrie et tourisme :
M. MARQUET, M. ARZENTON, Mme SAUX, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. DURRIEU, M. DUBOUILH, M. LAJUS, M. PICHON
- Commission sports, loisirs et associations :
M. DUCASSE, Mme ESQUERRA, M. GARBAY, Mme PONTTHOREAU, Mme OUCHENE, M. LANZUTTI, Mme GIRARD
- Commission affaires sociales et seniors :
Mme GIRARD, Mme TAUZIN, Mme COSTA, M. DUCASSE, Mme OUCHENE, Mme ARMELLINI, M. PICHON
- Commission enfance et jeunesse :
Mme DA COSTA FREITAS, Mme PONTTHOREAU, Mme OUCHENE, M. REMAUT, Mme COSTA, Mme MONTIGNY-CAPIES, Mme MOURILLON LEGLISE
- Commission culture et communication :
Mme MONTIGNY-CAPIES, Mme DE BRITO, Mme ARMELLINI, Mme SAUX, M. LAFARGUE, Mme ESQUERRA, Mme MOURILLON LEGLISE
- Commission environnement, espaces verts et habitat :
Mme ARMELLINI, Mme ESQUERRA, M. REMAUT, Mme TAUZIN, Mme DA COSTA FREITAS, Mme GIRARD, M. GARDAIX, Mme MONTIGNY-CAPIES
- Commission travaux et urbanisme :
M. DOUCET, M. ARZENTON, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LAJUS, M. GARDAIX

○ Commission sécurité des biens et des personnes :
M. LAFARGUE, M.GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, M. DUCASSE, M. PAGA, M. PICHON

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 022/2020 - Constitution de la commission d'appel d'offre (CAO)

Madame le Maire résume certains éléments du rapport suivant :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, la Commission d'appel d'offres est composée du Maire et de 5 membres du Conseil municipal.

I- Rôle de la commission d'appel d'offres

1. En procédure adaptée

L'intervention de la CAO n'est pas obligatoire pour sélectionner des candidats ou attribuer un marché dans le cadre d'une procédure adaptée (marchés inférieurs à certains montants). La commune peut toutefois recourir à la CAO, mais ce n'est pas obligatoire. Dans cette hypothèse, si la commune choisit de faire appel à la CAO en marché à procédure adaptée, son rôle ne sera que consultatif, car elle n'a pas compétence pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse.

2. En procédure formalisée

La CAO doit intervenir pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens (art. L 1414-2) et qui sont passés en procédure formalisée (ex : en matière de travaux, marchés supérieurs à 5 350 000 € HT).

La CAO choisit le titulaire du marché (art. L 1414-2).

3. Avenants

Tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la CAO. Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la CAO (art. L 1414-4). Quelle que soit l'augmentation du marché par avenant, la CAO n'intervient pas dans un marché à procédure adaptée.

II- Fonctionnement de la commission d'appel d'offres (CAO)

Chaque commune définit elle-même les conditions de fonctionnement de la CAO.

1. Convocation

Le délai de convocation de la CAO de 5 jours, prévu auparavant par l'article 25 du code des marchés publics, n'est plus inscrit dans les textes. Chaque commune ou EPCI doit définir un délai de convocation, qui doit rester raisonnable. Les modalités de convocation restent toujours libres.

2. Quorum

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

3 Vidéo-conférence

Les délibérations de la CAO peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance du 6 novembre 2014 (art. L 1414-2).

4. Procès-verbal

Les textes ne prévoient rien. Le ministère de l'Economie le conseille en s'appuyant sur le principe de transparence des procédures.

5. Présidence

La présidence de la CAO est attribuée au Maire (ou son représentant). Le texte donne la faculté au Maire d'être représenté, mais n'en prévoit pas les modalités. Conformément au code général des collectivités territoriales (art. L 1411-5 et L 2122-18), le Maire peut être représenté par un ou plusieurs adjoints à qui il aura préalablement délégué par arrêté une partie de ses fonctions.

6. Voix délibérative au sein de la CAO

Ont voix délibérative les titulaires, ainsi que les suppléants lorsqu'ils ont vocation à remplacer un titulaire absent ou empêché.

7. Membres invités à la CAO

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la Commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence (représentant de la DDPP) peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la Commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal. Peuvent participer à la Commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la Commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

8. Participation des suppléants à la CAO même si les titulaires sont présents

La présence de membres de la Commission suppléants à voix délibérative n'est pas incompatible avec celle de membres titulaires, pour autant que celle-ci n'aboutisse pas à un surnombre, c'est-à-dire que siège un nombre de membres supérieur à celui fixé par le code général des collectivités territoriales. Il est nécessaire que le président de la CAO veille à ce que le quorum soit respecté, et notamment que les éventuels suppléants en surnombre ne prennent pas part au vote. Les suppléants en surnombre peuvent assister à la CAO, sans toutefois pouvoir prendre part au vote.

9. Caractère non public de la CAO

Dans la mesure où, en principe, les séances de la CAO ne sont pas publiques, seuls ses membres et, le cas échéant, les personnels qui les assistent, peuvent participer à ses séances.

III- Election des membres de la CAO

Les membres de la CAO sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste, par délibération du Conseil municipal.

La méthode de la représentation proportionnelle permet à chaque liste d'obtenir un nombre de sièges proportionnel au nombre de suffrages qu'elle a recueillis. La répartition des sièges s'opère par application d'un quotient électoral. Le quotient est le rapport entre le nombre de suffrages exprimés et le nombre de sièges à pourvoir.

Il se calcule de la manière suivante : nombre total de suffrages exprimés/nombre de sièges à pourvoir = quotient électoral

Le nombre de sièges revenant à chaque liste s'obtient en divisant le total de ses voix par le quotient : nombre total de suffrages exprimés par liste/quotient = nombre de sièges par liste

Après application du quotient électoral, l'attribution des sièges restant à répartir se fait par application de la méthode du plus fort reste. Cette méthode

consiste à attribuer successivement les sièges non encore pourvus aux listes qui ont le plus fort reste, c'est-à-dire le plus grand nombre de voix inutilisées lors du premier calcul.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires. Il y a lieu d'élire les suppléants sur la même liste que les titulaires.

Il est voté au scrutin secret pour les nominations, sauf si le conseil décide à l'unanimité de ne pas y recourir.

Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges titulaires et de suppléants à pourvoir. Il convient d'ajouter qu'un titulaire n'a pas de suppléant affecté (un suppléant supplée à la représentation de sa liste et non d'un titulaire nommément désigné).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2121-22,
Vu l'article 22 du code des marchés publics,

Après échanges entre les groupes, la commission élue par les Conseillers est la suivante :

- Titulaires : M. MARQUET, M. DOUCET, Mme TAUZIN, M. LAFARGUE, M. PICHON
- Suppléants : M. LANZUTTI, M. DUCASSE, M. REMAUT, M. DUBOUILH, Mme LEGLISE

Madame le Maire précise que les entrepreneurs locaux ne sont jamais invités, pour ne pas fausser la légalité.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Objet : 023/2020 - Commission communale des impôts directs

Madame le Maire présente le rapport suivant :

La commune doit renouveler la commission communale des impôts directs prévu à l'article 1650 du code général des impôts.

Avec le représentant de l'administration fiscale, le rôle de cette commission consiste à :

- dresser la liste des locaux de référence et des locaux types retenus pour déterminer la valeur locative des biens imposables aux impôts directs locaux,
- déterminer la surface pondérée et établir les tarifs d'évaluation correspondants et participer à l'évaluation des propriétés bâties,
- participer à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties, formuler des avis sur des réclamations relatives à la taxe d'habitation ou la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

La commission communale des impôts directs est composée du Maire, Président, et de 8 commissaires désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables en nombre double (seize pour les titulaires et seize pour les suppléants) établie par le Conseil municipal. Les commissaires doivent :

- être français,
- avoir au moins 25 ans,
- jouir de leurs droits civils,
- être inscrits sur l'un des rôles d'impôts directs locaux dans la commune,
- être familiarisés avec les circonstances locales, et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux de la commission

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat de Conseiller municipal.

Madame le Maire propose la liste suivante :

I- Commissaires titulaires

	NOM	Prénom
1	MAUREL	Bernard
2	ARZENTON	Bernard
3	BIANCHI	Claude
4	LANCON	Serge
5	USTARIZ	Jean
6	BIANCO	Roger
7	TAUZIN	Marie-Thérèse
8	VINCENT	Thierry
9	MARQUET	Gilbert
10	REMAUT	Jean
11	BES	Jean-Luc
12	DOUCET	Pascal
13	GATINAUD	Serge
14	DUBOUILH	Didier
15	CASTAGNET	Richard
16	MEHATS	Jean-Paul

II- Commissaires suppléants

	NOM	Prénom
1	PINOL	José
2	CADET	Alain
3	NAVAILS	Alain
4	FABRY	Alain
5	FRAUCIEL	Alain
6	LABAT	Nicolas
7	MEHEUST	Bernadette
8	DA COSTA FREITAS	Valérie
9	MODANESE	Christian
10	MOTTAIS	Joseph
11	BIT	Laurent
12	GIRARD	Jocelyne
13	ROUSSET	Jacky
14	MONCOMBLE	Claude
15	JONQUIERE	Franck
16	OUNZARI	Jean-Paul

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 024/2020 - Détermination du nombre des membres du Conseil municipal au Conseil d'administration du Centre communal d'action sociale (CCAS)

Madame le Maire résume le rapport suivant :

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) est un établissement public administratif qui anime l'action générale de prévention et de développement social de la commune, en liaison avec les institutions publiques et privées (CAF, MSA, associations, etc.). Dès sa constitution, le nouveau Conseil municipal procède au renouvellement des membres du Conseil d'administration du CCAS pour la durée du mandat de ce Conseil.

Le CCAS est dirigé par un Conseil d'administration qui dispose d'une compétence générale de gestion. L'élection et la nomination des membres du Conseil d'administration ont lieu dans les 2 mois du renouvellement du Conseil municipal et pour la durée du mandat de ce Conseil. Les membres élus et les membres nommés le sont en nombre égal au sein du Conseil d'administration du centre d'action sociale.

Le Conseil municipal fixe par délibération le nombre de membres du Conseil d'administration du CCAS, en fonction de l'importance de la commune et des activités exercées par le CCAS. Ce nombre est au maximum de 16 :

- 8 membres élus en son sein par le Conseil municipal ;
- 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil municipal qui participent à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune. Dans ce cas, y participent obligatoirement :
 - un représentant des associations familiales (sur proposition de l'UDAF) ;
 - un représentant des associations de retraités et de personnes âgées ;
 - un représentant des personnes handicapées ;
 - un représentant d'associations qui œuvrent dans le domaine de l'insertion.

Il n'est pas fixé de nombre minimum de membre du CCAS. Toutefois, 4 catégories d'associations devant obligatoirement faire partie du conseil d'administration, on peut en déduire que ce nombre ne peut être inférieur à 4 membres nommés et 4 membres élus, soit 8 membres, en plus du président.

Madame le Maire propose de fixer le nombre de membres à 6

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de fixer le nombre de membres du CCAS à 6.

Madame Girard explique et illustre le fonctionnement habituel du CCAS.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Objet : 025/2020 - Election des représentants du Conseil municipal au Conseil d'administration du CCAS

Madame le Maire résume le rapport suivant :

En application des articles R 123-7 et suivants du code de l'action sociale et des familles, la moitié des membres du Conseil d'administration du CCAS sont élus par le Conseil municipal au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel. Chaque Conseiller municipal ou groupe de Conseillers municipaux peut présenter une liste, même incomplète. Les sièges sont attribués d'après l'ordre de présentation des candidats sur chaque liste.

Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueillies par elle contient un nombre entier de fois le quotient électoral, celui-ci étant obtenu en divisant le nombre des suffrages exprimés par celui des sièges à pourvoir.

Si tous les sièges ne sont pas pourvus, les sièges restants sont donnés aux listes ayant obtenu les plus grands restes, le reste étant le nombre des suffrages non utilisés pour l'attribution des sièges au quotient. Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient, ce nombre de voix tient lieu de reste. Si plusieurs listes ont le même reste, le ou les sièges restant à pourvoir reviennent à la liste ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège revient au candidat le plus âgé. Enfin, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à cette liste, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes.

Le Maire est président de droit du CCAS et il ne peut être élu sur une liste.

La délibération du Conseil municipal en date du 8 juin 2020 a décidé de fixer à six, le nombre de membres élus par le Conseil municipal au Conseil d'administration du CCAS.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'action sociale et des familles,

La liste désignée pour le CCAS est la suivante :

- Mme GIRARD
- M. DUCASSE
- M. ARZENTON
- Mme DE BRITO
- Mme TAUZIN
- M. LAJUS

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Objet : 026/2020 - Désignation des représentants de la commune au sein du syndicat départemental Eau47

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Comme la très large majorité des communes et établissements publics de coopération intercommunale de Lot-et-Garonne, notre commune est adhérente au syndicat départemental Eau47. Selon les statuts du syndicat, notre commune dispose de quatre représentants, deux titulaires et deux suppléants.

Pour les représentants de la commune au sein du syndicat départemental Eau 47, madame le Maire propose la candidature de :

- titulaires : M. DOUCET et Mme CASTILLO
- suppléants : M. ARZENTON et M. REMAUT

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts du syndicat départemental Eau47,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner comme représentants de la commune au Comité syndical Eau47 :

- titulaires : M. DOUCET et Mme CASTILLO
- suppléants : M. ARZENTON et M. REMAUT

Monsieur Pichon rappelle que la charte de l' élu évoque l' assiduité des élus. Or il s' est procuré la liste de présence aux comités du syndicat Eau 47. Depuis mars 2017,

madame le Maire aurait assisté à deux réunions sur onze. Il s'étonne donc qu'elle se présente, d'autant plus que pour lui Eau 47 a fait beaucoup de bruit à Casteljaloux.

Madame le Maire rappelle qu'elle était représentée par monsieur Doucet, avant d'ajouter qu'elle regardera l'assiduité de monsieur Pichon. Elle précise que monsieur Pichon a oublié toutes les réunions annexes aux comités syndicaux.

Monsieur Pichon évoque ensuite les absences de monsieur Doucet.

Monsieur Doucet rétorque qu'il ne peut laisser dire cela. Il ajoute qu'il participe aux réunions du bureau où son vote est déjà pris en compte.

Monsieur Lanzutti rappelle que dans de nombreuses réunions, il n'a pas émargé.

Monsieur Pichon déclare que monsieur Lanzutti a été présent une fois et cite plusieurs dates d'absence pour monsieur Doucet.

Madame le Maire affirme que la commune était représentée.

La délibération est soumise au vote et adoptée à la majorité avec trois votes contre (M Pichon, Mme Mourillon Légglise, M Gardaix).

Objet : 027/2020 - Désignation des représentants de la commune au sein du SIVU chenil fourrière de Lot-et-Garonne

Madame le Maire propose comme représentants de la commune au SIVU :

- titulaires : Mme DE BRITO et M. PAGA

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts du SIVU du chenil fourrière de Lot-et-Garonne,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner comme représentants de la commune au Comité syndical du chenil fourrière de Lot-et-Garonne :

- titulaires : Mme DE BRITO et M. PAGA

Madame le Maire demande à monsieur Pichon s'il s'est procuré la feuille de présence du SIVU.

Monsieur Pichon répond qu'il l'a oubliée.

Monsieur Gardaix déplore que la commune participe financièrement à un service qui est mal rendu, car les animaux qui sortent de la fourrière départementale ne sont pas vaccinés efficacement.

Madame le Maire assure à monsieur Gardaix que madame De Brito ne manquera pas de faire remonter cet état de fait.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 028/2020 - Désignation des représentants de la commune au sein du conseil d'administration du collège Jean Rostand de Casteljaloux

L'article R.421-14 du code de l'éducation définit la composition des Conseils d'administration des collèges et des lycées. Il prévoit un représentant de la commune et un représentant de la communauté de communes.

Madame le Maire propose comme représentant de la commune au sein du conseil d'administration du collège madame Molinié Ponthoreau.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner Mme MOLINIE PONTTHOREAU comme représentant de la commune au Conseil d'administration du collège Jean Rostand.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 029/2020 - Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du syndicat départemental Territoire d'énergie Lot-et-Garonne

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Comme l'ensemble des communes du département, la commune de Casteljaloux est membre du syndicat départemental Territoire d'énergie Lot-et-Garonne (ex SDEE 47). Selon les statuts du syndicat, il convient de désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants au sein du Conseil municipal.

Madame le Maire propose comme représentants de la commune au syndicat départemental Territoire d'énergie Lot-et-Garonne :

- titulaires : M. LAFARGUE et M. REMAUT
- suppléants : Mme ARMELLINI et M. GARBAY

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts du syndicat Territoire d'énergie Lot-et-Garonne,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner comme représentants de la commune au syndicat départemental Territoire d'énergie Lot-et-Garonne les délégués suivants :

- titulaires : M. LAFARGUE et M. REMAUT
- suppléants : Mme ARMELLINI et M. GARBAY

Ces délégués siégeront au sein de la Commission territoriale d'énergie de l'Albret et des Landes de Gascogne.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 030/2020 - Adoption du projet global visant la réalisation de la convention territoriale globale

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Madame le Maire rappelle que par décision du 26 février 2019, le Conseil municipal a décidé de s'engager avec la Caisse d'allocations familiales de Lot-et-Garonne dans un nouveau partenariat, sous la forme d'une convention territoriale globale (CTG).

Il s'agit d'une convention qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Plus large que le contrat Enfance, elle propose de prendre en compte les besoins des familles de façon transversale et globale. Elle se matérialise par la signature d'un accord entre la CAF et une commune ou une communauté de communes.

La CTG optimise l'utilisation des ressources sur le territoire. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires. L'idée à l'échelle du territoire consiste à :

- Avoir une vision globale et décloisonnée
- Fixer un cap
- Adapter son action aux besoins du territoire et être plus efficace
- Clarifier les interventions
- Faciliter la prise de décision
- Valoriser les actions.

Le diagnostic a été réalisé. Il a mobilisé durant une année de nombreux partenaires tels que la CAF, la MSA, les services de l'Etat, les représentants de l'Education nationale, les services municipaux (CCAS, service enfance, jeunesse, crèche...), le milieu associatif, les parents d'élèves, etc., sous la conduite d'un bureau d'étude spécialisé.

A la suite de ce diagnostic, l'ensemble des partenaires a contribué à la rédaction d'un projet socle de la CTG, lequel comprend d'une part les objectifs fixés pour répondre aux besoins de la population et d'autre part les 25 actions destinées à atteindre ces objectifs. La CTG a pour but de reprendre ces engagements et de leur donner une valeur contractuelle, avec les résultats attendus et les moyens à mobiliser.

Madame le Maire propose de valider ce document, joint en annexe, et d'autoriser madame le Maire à signer la CTG qui le reprendra et précisera en tant que de besoin le contenu opérationnel.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la décision du Conseil municipal du 26 février 2019,

Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal décide :

- d'adopter le projet global visant la réalisation de la convention territoriale globale joint en annexe,
- d'autoriser madame le Maire à signer la convention territoriale globale à venir en application de ce document, ainsi que tous documents afférents,
- de prévoir l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif.

Madame le Maire rappelle que normalement ce dossier aurait dû être mené par la communauté de communes mais qu'elle l'a refusé, sans même que les élus communautaires aient été concertés. Elle salue ensuite le travail mené par la commission enfance, le service municipal de l'enfance et les associations impliquées.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 031/2020 - Renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux du casino

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Par délibération du 2 août 2012, la société du Casino de Casteljaloux s'est vue confier la gestion du casino municipal dans le cadre d'une délégation de service public, couvrant la période qui s'étend de 2012 à 2032.

Le cahier des charges de la délégation de service public définit les conditions d'exploitation et énumère, dans son article 10-6, les jeux qui peuvent y être pratiqués, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires.

La société du Casino de Casteljaloux a engagé une démarche de renouvellement de son autorisation d'exploiter 75 appareils de type « machines à sous » et de pratiquer les jeux de « black jack » (2 tables), ainsi que « la roulette anglaise électronique » et « le black jack électronique », dont la demande sera examinée par la commission consultative « jeux de cercle et de casinos » du Ministère de l'Intérieur.

Conformément aux dispositions de l'article L321-2 du code de la sécurité intérieure, le Conseil municipal doit émettre un avis sur la demande de renouvellement formulée par le délégataire exploitant du casino.

Le renouvellement de cette autorisation délivrée par le Ministère de l'Intérieur est la condition nécessaire pour permettre à l'exploitant de poursuivre les missions qui lui ont été attribuées dans le cadre de la délégation de service public.

Cette demande s'inscrivant dans le sens de la pérennisation de l'activité de la société du Casino de Casteljaloux sur notre territoire, madame le Maire propose d'émettre un avis favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L321-2 du code de la sécurité intérieure,

Après en avoir délibéré le Conseil municipal décide d'émettre un avis favorable à la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter 75 machines adressée par la société du Casino de Casteljaloux au Ministère de l'Intérieur.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 032/2020 - Décisions prises par délégation du Conseil municipal

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 16 février 2017.

Marchés publics

Décision du 19 avril 2020 de choisir maître Cyril Cazcarra pour défendre les intérêts de la commune dans l'instance introduite auprès du tribunal administratif de Bordeaux par madame Quéguiner aux fins de contestation de la décision de non-opposition du 14-12-2019, prise sur la déclaration préalable DP 047 052 19 G0069 délivrée aux époux Lesportes pour la division en vue de bâtir d'un terrain situé au lieu-dit « Dubrana ».

Monsieur Pichon demande des explications sur le contentieux introduit par madame Quéguiner.

Madame le Maire rétorque que monsieur Pichon avait tout le loisir de venir consulter le dossier et lui demande de ne pas l'interrompre.

Monsieur Marquet cite les griefs de madame Quéguiner à l'égard de son voisin.

Monsieur Gardaix demande pourquoi le permis de construire a été accordé.

Madame le Maire précise qu'il n'y a pas de jugement à porter sur le fond, le rapport vise essentiellement à informer de la décision prise d'ester en justice.

Concessions dans le cimetière communal :

Parcelle dans cimetière :

Bénéficiaire : M. VETIL Christian

Durée : perpétuelle

Date : 04 Mai 2020

Madame le Maire demande ensuite aux élus s'ils souhaitent poser des questions diverses.

Monsieur Pichon demande que « Questions diverses » soit écrit sur l'ordre du jour.

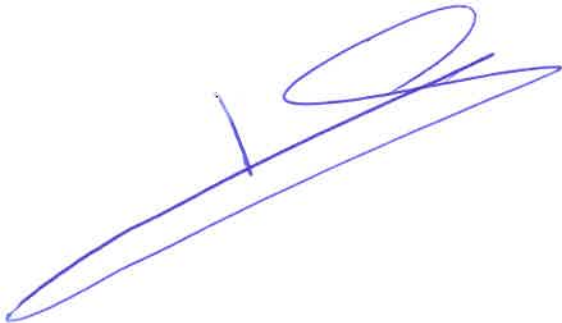
Madame le Maire acquiesce.

Monsieur Gardaix demande s'il peut venir chercher son dossier de Conseil municipal en mairie, car la Poste ne lui a distribué que ce matin.

Madame le Maire rappelle que l'envoi postal a été doublé d'un envoi numérique en amont, conformément aux règles en vigueur.

En l'absence d'autres questions, madame le Maire lève la séance à 21 h 20.

Le Secrétaire de séance,



Madame le Maire,



Mme CASTILLO	M. DUCASSE	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES
M. DOUCET	Mme ARMELLINI	M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON
Mme MOLINIE PONTHOREAU	M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT	Mme COSTA
M. DUBOUILH	Mme OUCHENE	Mme SAUX	M. LANZUTTI	Mme TAUZIN
M. DURRIEU	Mme ESQUERRA	M. PICHON	Mme MOURILLON LEGLISE	M. GARDAIX
M. LAJUS				